



Guerre commerciale : accord à l'arraché entre l'Europe et les États-Unis

Donald Trump et Ursula von der Leyen ont trouvé un compromis dimanche soir. Les produits européens seront soumis à 15 % de droits de douane. Bruxelles a obtenu des exemptions de Washington mais a dû accepter des contreparties. **PAGES 20 ET 21**

Guerre commerciale : Donald Trump et Ursula von der Leyen trouvent un accord à l'arraché

Après de longues et difficiles négociations, l'Union européenne et les États-Unis sont parvenus à un compromis dimanche. En contrepartie de droits de douane fixés à 15 % pour ses exportations, Bruxelles obtient des exemptions.

Armelle Bohineust, Isalia Stieffatre et Florentin Collomp Correspondant à Bruxelles

« **T**out le monde va gagner beaucoup d'argent cela va développer notre sentiment d'amitié », s'est réjoui Donald Trump dimanche soir.

Le maître autoproclamé de « l'art du deal » venait d'annoncer un accord sur les droits de douane entre les États-Unis et le Vieux Continent. Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, avec laquelle il venait de passer plus d'une heure pour leur unique réunion de travail depuis son entrée en fonction, se félicitait, de son côté, d'un « bon accord » pour l'Union.

La guerre commerciale qui durait depuis le printemps a ainsi trouvé un épilogue en cette fin de week-end à Turnberry (Écosse), où le président était venu pour jouer au golf. Le dirigeant américain a fait planer le doute jusqu'au dernier moment. Diplomates, négociateurs, hauts fonctionnaires – tous ont passé un dimanche après-midi « dans l'expectative », guettant le moindre signe annonciateur de la décision américaine. À l'image des deux rangs de ministres et officiels, américains d'un côté, européens de l'autre, assis face à face en chiens de faïence lors de la conférence de presse de leurs dirigeants respectifs.

Lors de cette annonce face à la presse, en amont du tête à tête avec la présidente de la Commission, Donald Trump a répété que les chances de conclure un accord étaient de « 50/50 ». Plus aimable que d'ordinaire face à une Ursula von der Leyen très droite dans son fauteuil, le milliardaire, qui a pourtant affirmé ne « pas être de bonne humeur » après sa partie de golf matinale, a déclaré qu'il « attendait avec impatience cette rencontre ».

« Nous avons des difficultés commerciales avec l'Europe et j'aimerais qu'elles soient résolues. Nous avons de bonnes chances d'obtenir des résultats aujourd'hui », a-t-il avancé. Mais le dirigeant





américain s'est ensuite montré inflexible sur plusieurs points d'achoppements : une plus grande ouverture du marché européen aux articles agricoles et aux automobiles venus des États-Unis, ainsi que l'exclusion des produits pharmaceutiques de l'accord.

Donald Trump a-t-il finalement été convaincu par Ursula von der Leyen, qui avait mis, peut-être inconsciemment, sa crédibilité dans la balance pour ce déplacement ? A-t-il écouté ses négociateurs, qui ont donné tant de fil à retordre aux Européens ? A-t-il décidé unilatéralement, comme cela semble être son habitude ? Quoi qu'il en soit, les Vingt-Sept sont désormais fixés.

Selon l'accord trouvé à Turnberry, Washington accepte un accord-cadre qui fixe un tarif de base de 15 % sur tous les produits de l'UE entrant aux États-Unis. Loin, donc, de la menace des 30 % de droits de douane qui planait sur l'Union, mais suffisamment élevés pour être considérés comme inconcevables il y a encore un an.

L'accord accepté par Donald Trump comporte des exemptions aux tarifs pour le secteur aéronautique notamment. Celui des spiritueux devant être traité dans les prochaines semaines. Il inclut également la « clause de la nation la plus favorisée », qui permet à un État de bénéficier des mêmes avantages commerciaux que tout autre État, pour l'importation d'un produit similaire.

Les produits pharmaceutiques et les semi-conducteurs font l'objet d'une enquête américaine au regard de la « section 232 » de la loi sur l'expansion du commerce, afin de déterminer « les effets des importations sur la sécurité nationale des États-Unis ». L'accord pourrait permettre de maintenir à 15 % les possibles tarifs « punitifs » susceptibles d'être imposés sur ces domaines.

Le compromis trouvé inclurait également une souveraineté réglementaire de l'UE sur ses normes. Pour les États membres, il aurait été « impossible » de revoir à la baisse ou de supprimer des règles européennes dans les domaines du numérique, des phytosanitaires ou des produits agricoles. Selon plusieurs diplomates européens, ces normes étaient des « lignes rouges » infranchissables.

En échange, les Européens devraient augmenter leurs achats d'armes et

d'équipements militaires auprès des États-Unis, et s'engager à acheter davantage de gaz naturel liquéfié aux États-Unis. Ils promettent aussi des investissements massifs aux États-Unis. Cet accord de principe, politique à ce stade – les discussions sur les détails devaient se poursuivre jusqu'au 1^{er} août – mais ô combien significatif, l'Union européenne l'a arraché quasiment au bout du suspense, après d'intenses et souvent « difficiles » négociations. La Commission espérait ressortir de cette rencontre, si ce n'est vainqueur, au moins la tête haute et avec la conviction d'avoir échappé au pire. Car deux heures encore avant la rencontre, le secrétaire d'État américain au Commerce Howard Lutnick, répétait à l'envie sur Fox News que Washington n'était plus disposé à accorder de délai : « *plus de prolongation, plus de période de grâce – le 1^{er} août, les droits de douane seront fixés. Ils entreront en vigueur et les douanes commenceront à percevoir l'argent* », a-t-il martelé.

Avant cette ultime rencontre, les discussions s'étaient poursuivies en coulisses tout le week-end, même si, à Bruxelles, depuis la fête nationale belge, le 21 juillet, les institutions européennes avaient commencé à se vider pour la sacro-sainte trêve estivale. Dans plusieurs points névralgiques, certains avaient dû reporter leurs vacances : à la direction générale du Commerce (DG Trade) de la Commission, au cabinet d'Ursula von der Leyen, dans les commissions chargées du commerce au Parlement, tandis que les représentations nationales des Vingt-Sept restaient sur le qui-vive.

Les ambassadeurs vivaient au rythme des Coreper (Comité des représentants permanents) ordinaires ou extraordinaires, réunions qui s'enchaînaient, soirs et week-ends compris, plusieurs fois par semaine. Là, Maros Sefcovic, le commissaire au Commerce, ou Bjorn Seibert, le directeur de cabinet d'Ursula von der Leyen, venaient régulièrement les débriefer sur les derniers contacts avec leurs interlocuteurs américains et la progression laborieuse des négociations. Sefcovic leur a témoigné de la difficulté de sa tâche. Ses interlocuteurs, le secrétaire au commerce Howard Lutnick, le représentant au commerce de la

Maison-Blanche Jamieson Greer ou le secrétaire au Trésor Scott Bessent, ont défendu des positions qui changeaient jusqu'à trois fois dans la même journée.

Le commissaire s'est rendu une demi-douzaine de fois à Washington ces trois derniers mois. Lors de l'un de ces allers-retours début juillet pour rencontrer Howard Lutnick, celui-ci lui a parlé en visio depuis son yacht en Italie, où il avait décidé de partir se reposer. Tardivement, les Européens ont compris que seul Trump aurait le dernier mot sur un « deal », se délectant à dicter ses conditions au monde entier d'un simple post sur son réseau social. À Bruxelles, on s'est fait à l'idée qu'il ne servait à rien de miser sur la rationalité.

Quelques jours avant le week-end du 14 juillet, la Commission avait eu l'imprudence de laisser croire à un accord imminent avec les États-Unis maintenant les droits de douane de base à 10 %. Avant que Donald Trump fasse tout voler en éclat avec sa lettre postée sur son réseau Truth Social, menaçant de passer à 30 % au 1^{er} août. Les services de la Commission doivent en parallèle se livrer à l'exercice délicat de sonder la salle pour mesurer l'appétit des Vingt-Sept pour une riposte plus ou moins musclée aux attaques du président américain. Contrairement à la Chine, l'Union européenne ne peut pas décider d'entrer dans un bras de fer sans tenir compte des différentes sensibilités. Emmanuel Macron et le représentant français ont publiquement assumé une ligne dure, revendiquant une réponse symétrique. Isolée au début, la France a été rejointe par nombre d'autres États membres, plus ou moins ouvertement, après la lettre de Donald Trump jugée coercitive. L'Italie, la Hongrie, la majorité des pays d'Europe centrale restant sur la ligne de l'apaisement.

Mais la Commission doit aussi composer avec les intérêts particuliers des uns et des autres. Derrière sa rhétorique de façade, Paris, avec Rome et Dublin, a été à la manœuvre pour affaiblir la première liste de produits américains susceptibles d'être surtaxés en représailles, en en faisant retirer le bourbon du Kentucky, pour protéger ses vins et champagnes. Surprise, le whisky américain a fait son retour dans la liste définitive adoptée, provisoirement, la semaine dernière, prête à être déclenchée le 7 août faute



d'accord, sur un total de 93 milliards d'euros de biens américains. Au bout du compte, quelque 25 milliards d'euros de produits américains en ont été retirés, alors que les États membres avaient tenté d'en biffer 50 milliards pour préserver leurs intérêts propres. De son côté, l'Allemagne a cherché à négocier en direct avec Washington des passe-droits pour ses constructeurs automobiles Mercedes et BMW.

Jusqu'à cet accord majeur entre les États-Unis et l'Union européenne, outre la Chine qui a conclu une trêve jusqu'au

12 août, cinq pays seulement, la Grande-Bretagne, le Vietnam, le Japon, l'Indonésie et les Philippines avaient conclu un accord avec l'Administration Trump. Les autres tentent encore de négocier. Mais avec ce deal américano-européen dominical, les nuages qui s'amoncelaient sur l'avenir du commerce mondial commenceront peut-être à se lever. ■

» Lire aussi **PAGE 2**

La Commission européenne espérait ressortir de cette rencontre, si ce n'est vainqueur, au moins la tête haute et avec la conviction d'avoir échappé au pire « Tout le monde va gagner beaucoup d'argent, cela va développer notre sentiment d'amitié »

Donald Trump À l'issue de son entretien avec Ursula von der Leyen



Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, et Donald Trump, président des États-Unis, dimanche, à Turnberry (Écosse).